

LE DEVENIR DES COLLECTIONS ARCHÉOLOGIQUES EXEMPLE DU NIGER

François PARIS*

Le thème de ce colloque, l'objet archéologique africain et son devenir interpelle tous les archéologues travaillant en Afrique. En effet, si nous obtenons (plus ou moins) des moyens pour exhumers des objets puis les restaurer pour en entreprendre l'étude, nous n'en n'avons plus aucun lorsque les collections, après étude et publication, sont remises aux services compétents. On change alors très souvent de juridiction et les objets échappent totalement à l'archéologue pour passer sous la responsabilité du conservateur. Le premier terme de l'intitulé du colloque, l'objet archéologique africain, pose la question essentielle : qu'est-ce qu'un objet archéologique ou plus précisément, quand un objet devient-il archéologique ? Nous ne traiterons pas ici de cette question, considérant, peut-être trop facilement et pour notre propos, qu'un objet est archéologique, au-delà de sa découverte, dès qu'il entre sous la responsabilité des services archéologiques, qu'il soit entreposé dans un entrepôt de fouille, un magasin ou une réserve. Dès cet instant, l'objet doit avoir une identification qui permettra à tout instant de le retrouver. Cette existence "administrative" ne fait le plus souvent que reprendre une existence scientifique, acquise dès la découverte de la pièce par l'archéologue. Ces remarques préliminaires peuvent paraître bien évidentes, mais on constate, dans la pratique, qu'il n'y a pas toujours de relation entre l'identité scientifique, conservée par les publications, et l'existence légale : les collections sont le plus souvent entreposées dans l'état où l'archéologue les a données et à l'exception parfois de quelques pièces choisies, l'ensemble sombrera peu à peu dans l'oubli.

Nous allons maintenant exposer les problèmes rencontrés par le service archéologique de Niamey pour assumer la conservation des

* - ORSTOM Niamey, Niger et GDR 848 du CNRS.

O.R.S.T.

N° :

Cote :

collections qui lui ont été remises, puisque c'est une des missions de ce service, et les solutions que nous essayons d'y apporter.

Puisqu'il s'agit avant tout d'une question de moyens, un projet a été conçu et développé à l'Institut de Recherche en Sciences Humaines du Niger (IRSH) dans le cadre d'une convention entre l'Université de Niamey, le Fond d'Aide et de Coopération et l'Orstom. Il s'agit du projet Conservatoire Archéologique qui a pour objectifs de pourvoir le service d'archéologie des moyens minimums lui permettant de répondre à sa vocation et ses ambitions.

Avant de décrire plus en détail les actions de ce projet, il est nécessaire auparavant de faire un bref historique de la manière dont se sont déroulées les recherches archéologiques au Niger et dont ont été gérées les collections.

Bien que l'intérêt archéologique du Niger ait été signalé dès le début du siècle par Chudeau (1909), on peut considérer que les recherches en ce domaine n'ont débuté que vers 1930, avec les collectes effectuées lors des patrouilles de surveillance militaire, dans l'Azawagh (Le Rumeur, 1933) et l'Aïr -Ténéré (Joubert). Les collections, ramenées en France au Musée de l'Homme, sont étudiées par des préhistoriens : Kelley (1934), Vaufrey et Joubert (1941).

Ce n'est qu'à partir de 1959, date de la création de Musée National de Niamey que le Niger sera doté d'une structure pouvant entreposer du matériel archéologique. Auparavant, les objets ramassés étaient expédiés —dans le meilleurs des cas— au Musée de l'Homme en France ou à l'Institut Français d'Afrique Noire (IFAN) de Dakar. Les recherches archéologiques au Niger ne sont réellement sous "contrôle" national que depuis 1966, date de la création de la section d'Archéologie du Centre Nigérien de Recherches en Sciences Humaines (CNRSH), qui deviendra en 1974 l'IRSH, Institut de Recherches en Sciences Humaines de l'Université de Niamey. Cependant, les moyens accordés à la recherche archéologique sont tels que les installations n'ont jamais été adaptées aux exigences d'un véritable laboratoire et entrepôt archéologique. De plus, les différences de statut entre le Musée National et la section d'Archéologie de l'IRSH ne permettent pas de mener de concert une politique de conservation et de valorisation des collections. Les vocations complémentaires de ces deux institutions devraient cependant

permettre de répondre à ces deux composantes principales du devenir de l'objet archéologique.

Il faut aussi signaler la constitution d'un dépôt de fouilles à Agadez, lors du Programme de Sauvetage Archéologique de la région d'In Gall-Teggida n Tessemt, projet franco-nigérien (CNRS-IRSH-Orstom). Ce local, géré depuis par l'Université de Niamey, ne bénéficie plus actuellement d'un soutien financier suffisant pour assurer la bonne conservation des objets qui y sont entreposés.

Pour que ce tour d'horizon soit complet, il faut enfin signaler le laboratoire d'archéologie de l'Orstom, en place à Niamey depuis 1976, et qui accueille, pour le temps de leur étude, les collections constituées par les chercheurs de cet organisme. Cette structure est bien entendu provisoire et à terme, tous ces objets devront être remis à l'IRSH.

Les objectifs du projet Conservatoire archéologique sont :

- d'offrir une structure d'entrepôt et d'étude, que ce soit pour les collectes constituées par le chercheur, ou pour reprendre l'étude de collections plus anciennes.

- de valoriser les recherches archéologiques, non seulement en permettant à des étudiants ou des chercheurs d'avoir accès à des objets, mais aussi par l'organisation d'expositions périodiques faisant le point sur l'actualité des recherches en cours et par la publication de catalogues raisonnés.

Ces objectifs nous ont amené à identifier les actions suivantes :

- réhabilitation des locaux du service d'archéologie, déjà anciens et insuffisants, tant comme entrepôt que comme laboratoire, afin de pouvoir

- a) entreposer dans des conditions satisfaisantes les collections remises à l'issue des différentes missions de recherches,

- b) donner des moyens minimum pour étudier sur place ces collections,

- modernisation de l'équipement,

- inventaire des collections et informatisation,

- conception d'un catalogue de présentation informatisé de ces collections par l'édition d'un CD-ROM, moyen qui permet de publier un grand nombre de documents graphiques (dessins, photographies) à un coût moindre que par les moyens d'édition classiques,

- préparation d'une exposition faisant le point sur les résultats obtenus au Niger depuis ces dix dernières années (l'exposition précédente date de 1978).

Ces actions peuvent donc se regrouper en trois volets :

- réhabilitation des installations,
- inventaire des objets entreposés,
- valorisation des collections et par là même des recherches archéologiques.

Si la première de ces actions est la plus coûteuse, presque les deux tiers d'un budget de deux millions de francs, ce n'est pas celle qui pose le plus de problèmes. Il s'agit en effet de concevoir des installations adéquates, des moyens de rangement (étagères, tiroirs) et de conditionnement (portoirs, boîtes, etc.). Il en est de même pour la modernisation du matériel de laboratoire.

Les vraies difficultés se rencontrent lors de l'inventaire des collections et de son informatisation. Au niveau de ce projet, nous nous sommes avant tout préoccupé de faire un inventaire et une description des collections actuellement entreposées à l'IRSH et à l'ORSTOM. Il serait souhaitable de le compléter par celui des collections extérieures, que ce soit sur le territoire ou à l'étranger. Sans tenir compte des collections constituées avant 1959, il existe de nombreux objets pour lesquels ont été obtenues des autorisations d'exportation, pour études particulières ou analyses, mais qui n'ont jamais été restitués.

Il s'agit ensuite d'informatiser cet inventaire, en utilisant un logiciel qui se trouve dans le commerce. Nous avons choisi le logiciel Quatrième Dimension TM, sous Macintosh, qui à l'usage s'est révélé facile à utiliser par un personnel qui n'avait au départ aucune formation en informatique. Les principales difficultés rencontrées dans cette phase du travail sont les fichiers ou dossiers incomplets (voire absents), les étiquettes effacées ou détruites, les objets disparus ou non localisables.

Cette base de données permettra de décrire les collections entreposées à l'IRSH par région, site, localisation, période, type de matériel, chercheur, donateur, année de campagne archéologique. Il est bien sûr toujours possible d'ajouter d'autres champs à cette base.

Le troisième volet est plus novateur, puisqu'il s'agit, à partir de la base de données et des documents élaborés par les archéologues, de

présenter au consultant (étudiant, chercheur, enseignant) la "valeur" de l'objet recherché. A cet objet, sera donc rattaché un ensemble d'informations qui permettra de le situer dans différents contextes, de son lieu d'extraction à sa signification historique ou culturelle. Deux démarches sont envisageables :

- partir de l'objet conservé et retrouver son contexte archéologique,
- partir d'un niveau plus général, avec une approche qui peut être thématique, régionale ou chronologique.

Différents documents seront donc associés à l'objet. Bien que cette liste ne soit pas en principe limitée, nous avons défini un certain nombre d'interactions possibles :

- la localisation géographique,
- la localisation sur le site,
- la période chronologique et/ou culturelle,
- la culture matérielle ou non matérielle (outils lithiques, céramique, métallurgie, art rupestre ou mobilier, sépulture).

Le langage de présentation choisi est l'hypertexte, qui offre la possibilité de se déplacer entre les différentes interactions. Un hypertexte sera constitué d'un ensemble de documents connectés par des liens de diverses natures et d'un ensemble de requêtes et de vues constituant des entrées possibles, des contextes particuliers de lecture, des parcours ciblés du domaine. Pour notre réalisation nous avons choisi Hypercard TM, pour sa fiabilité, et le matériel Macintosh qui est le plus utilisé par les laboratoires d'archéologie.

Il est utile de préciser que le produit fini (édition multi-média, c'est-à-dire un CD-ROM), ne sera pas une base de données. Il ne s'agira pas non plus de générer des documents à partir de données comme cela se fait dans les systèmes d'information géographique (SIG), mais de montrer des documents déjà élaborés qui entourent l'objet conservé, selon une démarche choisie par le consultant, dans la limite des interactions possibles. Il s'agit donc plus d'un catalogue raisonné sur support informatique permettant à un moindre coût de présenter un corpus le plus exhaustif possible, soit d'un conservatoire, soit de l'ensemble des objets provenant d'un site ou encore d'un thème de recherche.

Dans l'état actuel de l'inventaire et de la constitution de la base de données, nous avons choisi de privilégier les collections anthropologiques

et donc le domaine des sépultures. La base d'information est constituée de cinq types de documents : des cartes géographiques et des plans des sites, des illustrations de sites (photos), des fiches descriptives de monuments funéraires, des fiches descriptives de sépultures et des fiches "squelettes" sur lesquelles sont indiqués les os entreposés au conservatoire. La seconde réalisation devrait être la présentation des jarres funéraires anthropomorphes du site de Boura, fouillé par Boubé Gado.

Après dix mois d'expérience, nous pouvons tirer les conclusions suivantes. Du point de vue pratique, une fois les questions de place et de conditionnement réglées, il convient d'enregistrer de façon rigoureuse et systématique tout objet remis au laboratoire, avec le maximum d'information. Cela demande au chercheur qui remet une collection un certain effort, mais il est indispensable d'archiver un minimum de renseignements afin que la collection puisse conserver toute sa valeur. On pourrait suggérer, qu'outre le rapport de mission (obligatoire), on doive aussi remettre une photocopie des notes de terrain ou des carnets de fouilles. C'est à ces conditions que les objets garderont toute leur valeur archéologique et que leur étude pourra être ultérieurement reprise ; sinon à quoi bon entreposer des tonnes d'éclats de débitage ou de tessons ?

Se pose aussi le statut de la structure de conservation : s'agit-il d'un musée ou d'un centre de recherche ? Dans un musée, la gestion des objets est des plus rigoureuses, bien souvent même trop pour permettre leur accès aux chercheurs. Il s'agit d'objets de collection et d'exposition et non plus d'étude archéologique.

Lorsque les objets sont entreposés dans une structure de recherche, c'est le problème de la conservation qui se pose, les laboratoires ayant des budgets très limités. C'est donc à l'archéologue de prévoir, dans son budget de recherche, une part pour la conservation et le conditionnement des futures collections. Cela nous semble même devoir être un préalable obligatoire pour obtenir une autorisation de fouille ou d'échantillonnage. En effet, le devenir de l'objet archéologique passe d'abord par sa prise en charge par son inventeur, dans le respect de la réglementation nationale, jusqu'à ce qu'il soit remis avec la documentation requise, aux services chargés de la gestion du patrimoine.

Mots clés : Afrique, Niger, préhistoire, conservation, bases de données.

Discussion

Maga ? - On devrait aussi avoir la construction d'une salle d'exposition permanente car à long terme cette initiative devrait intéresser certaines institutions de la place.

F. Paris - On voulait un budget régulier pour une exposition qui ferait le bilan des travaux en cours. Le problème des expositions est que les objets sont rapidement gelés et que l'on ne peut pas les récupérer. L'édition d'un compact disque, permet de mettre un moniteur avec un disque qui circulera, que l'on pourra interroger. C'est donc une possibilité d'exposition sans déplacer les objets.

A. Holl - Quel est le système de saisie de l'information ? la hiérarchie ?

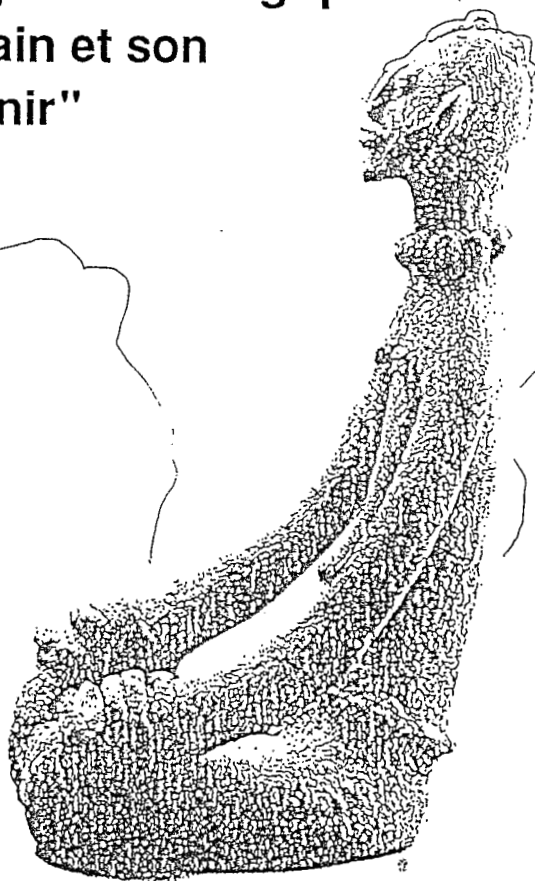
F. Paris - Ce n'est pas un système interactif, on saisit des documents finis. On présente des documents mais on ne peut pas élaborer une carte par exemple.

A. Person - Une banque de donnée analytique correspondant aux échantillons traités ou associés a-t-elle été prévue ?

F. Paris - On a prévu des références dans la base de données ; plusieurs champs sont associés à l'objet qui sont surtout extraits des rapports de mission, peu de rapports de fouilles, aucun de rapports analytiques mais on va contacter les chercheurs qui ont eu des autorisations pour leur demander leurs résultats et les intégrer de manière à ce que les étudiants aient accès à un maximum de documentation.

Actes du colloque international
Paris 4 au 6 Novembre 1992

**"l'objet archéologique
africain et son
devenir"**



Centre National de la Recherche Scientifique

O.R.S.T.O.M. Fonds documentaire

N° : 39942, ex 1

Cote : B